



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'ACTION DE LA MILDECA DANS LES TERRITOIRES EN 2021

L'essentiel par région

octobre 2022

L'ESSENTIEL PAR REGION

Auvergne-Rhône-Alpes

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | Euros | % |
|---|------------------|------------|
| CREDITS MILDECA | | |
| | 892 500 | 35% |
| Prévention | 532 222 | 60% |
| Milieu scolaire | 236 694 | 44% |
| Enseignement supérieur | 10 000 | 2% |
| Milieu festif | 68 360 | 13% |
| Milieu professionnel | 54 240 | 10% |
| Addictions sans produit | 39 708 | 7% |
| Autres | 123 220 | 23% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | 106 405 | 12% |
| Public sous-main de justice | 80 000 | 75% |
| Délinquance et entrée dans le trafic | 26 405 | 25% |
| Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| Tabac et boissons alcoolisées | - | 0% |
| Populations vulnérables | 184 200 | 21% |
| Populations en errance | 32 900 | 18% |
| Jeunes consommateurs | 26 000 | 14% |
| Soutien à la parentalité | 34 500 | 19% |
| Femmes | 35 000 | 19% |
| Autres | 55 800 | 30% |
| Formation | 55 673 | 6% |
| Etudes, diagnostics et communication | 14 000 | 2% |
| Autres | - | 0% |
| COFINANCEMENTS | 1 639 285 | 65% |
| ARS | 460 003 | 28% |
| Cohésion sociale (DDCS) | 12 000 | 1% |
| FIPD | 13 500 | 1% |
| Politique de la ville | 18 752 | 1% |
| PDASR | - | 0% |
| Justice | 74 455 | 5% |
| Etat (autres) | 53 095 | 3% |
| Collectivités territoriales | 335 752 | 20% |
| Associations | 66 500 | 4% |
| Autres | 605 228 | 37% |
| FINANCEMENT TOTAL | 2 531 785 | 100% |

Crédits 2020 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|--------------|-----------------|------------------|------------|------------|----------------------|
| | en €uros | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Allier | 44 500 | 119 408 | 73% | 13 | 80% |
| Cantal | 7 000 | 17 100 | 71% | 25 | 0% |
| Haute-Loire | 42 500 | 184 003 | 81% | 10 | 50% |
| Puy-de-Dôme | 59 500 | 82 500 | 58% | 12 | 71% |
| Ain | 80 000 | 240 248 | 75% | 19 | 70% |
| Ardèche | 50 000 | 165 013 | 77% | 7 | 57% |
| Drôme | 69 500 | 134 745 | 66% | 8 | 67% |
| Haute-Savoie | 78 500 | 73 693 | 48% | 16 | 44% |
| Isère | 152 500 | 296 452 | 66% | 6 | 39% |
| Loire | 66 500 | 60 420 | 48% | 10 | 33% |
| Rhône | 123 500 | 153 074 | 55% | 8 | 67% |
| Savoie | 70 500 | 43 829 | 38% | 16 | 60% |
| Région | 48 000 | 68 800 | 59% | 7 | 100% |
| Total | 892 500 | 1 639 285 | 65% | 115 | 57% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Ain (01) :

Zoom sur

Ambérieu-en-Bugey, lauréate de l'appel à projet national MILDECA 2021.

Projet « prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la commune d'Ambérieu-en-Bugey 2021/2023 ».

Objectifs stratégiques :

- Elaborer et animer une politique de prévention des addictions de manière partenariale ;
- Mettre en œuvre des actions de formation et de prévention afin de limiter les entrées dans les processus addictifs (et mieux savoir les repérer) ;
- Déployer des actions à destinations des publics en situation d'addictions, et leur entourage, afin de les accompagner vers la prise en charge adaptée.

Objectifs opérationnels :

- Réduire l'accessibilité des produits ;
- Sensibiliser, mobiliser le public ;
- Favoriser l'accès aux soins pour les consommateurs.

Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg en Bresse : Sensibilisation des jeunes aux dangers des pratiques addictives et prévention avec les familles (conférences, expositions tournantes).

Zoom sur

Oyonnax, lauréate de l'appel à projet national MILDECA 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle de la commune d'Oyonnax 2021/2023 ».

- **Axe 1** : Mettre en place une culture commune pour les acteurs locaux (agents municipaux, police municipale, professionnels sociaux, éducatifs, médico-sociaux) et les élus de la collectivité sur les conduites addictives (formation ; développement des compétences de repérage des problématiques addictives ; mise en place d'un réseau d'acteurs référents sur le territoire).
- **Axe 2** : Sensibiliser les différents milieux de vie afin de retarder l'âge des premières expérimentations et de diminuer les conduites addictives (développement des compétences psycho sociales des élèves, sensibilisation des parents ; mobilisation des habitants ; etc...)
- **Axe 3** : Renforcer la dynamique de prévention de la délinquance (travail d'éducation et de répression concernant la vente d'alcool et de tabac aux mineurs ; journée partenariale entre la police, la justice et la politique de la ville ; etc...)

Allier (03) :

Commentry : Prévention des risques liés aux pratiques addictives en milieu professionnel.

Isère (38) :

Grenoble : Poursuite du projet « Prévenir ensemble à l'échelle du territoire les comportements à risques des jeunes liés aux substances psychoactives dans la commune de Grenoble 2019-2021 », lauréat de l'appel à projet national de la MILDECA de 2019.

Fontaine : Poursuite du projet « Bien vivre à Fontaine sans consommation excessive », lauréat de l'appel à projet national de la MILDECA de 2018.

Loire (42) :

Commune de l'Horme : Action de sensibilisation des parents sur les risques d'addictions et sur les nouvelles technologies.

Haute-Loire (43)

Communauté de communes des Sucs : Forum prévention santé et citoyenneté pour les jeunes des établissements scolaires (serious game, trivial pursuit, jeu de l'oie, escape game...) pour permettre aux jeunes d'aller à la rencontre de chaque structure.

Yssingeaux : Travail avec les établissements scolaires ; rencontres entre policiers et jeunes pour promouvoir le dialogue, la citoyenneté et les valeurs de la République à l'occasion notamment de la Fête du sport ; travail de responsabilisation des associations sur la consommation d'alcool et de tabac lors des « buvettes » le temps des manifestations ; la formation de l'équipe périscolaire à la détection des problématiques sociales.

Puy en Velay : Organisation par les relais adolescents et les centres sociaux d'ateliers de sensibilisation aux conduites addictives ; mobilisation des parents (concert, exposition, temps convivial) ; mobilisation des acteurs associatifs, des établissements scolaires (collèges et lycées) et médiateurs sociaux des quartiers.

Savoie (73) :

Chambéry : poursuite du projet « Prévenir ensemble à l'échelle d'un territoire les comportements à risque des jeunes liés aux substances psychoactives dans la ville de Chambéry, 2019-2021 » lauréat de l'appel à projet national de la MILDECA de 2019.

Zoom sur

Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan (3CMA), lauréate de l'appel à projet national MILDECA 2021.

Projet « prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan 2021/2023 ».

Le projet vise à :

- Renforcer le travail partenarial autour de la prévention des conduites addictives afin favoriser une culture commune.
- Encourager l'interconnaissance élus/professionnels/habitants pour un accompagnement plus cohérent du public.
- Développer et renforcer les compétences psychosociales (CPS) des enfants et adolescents (6-25 ans).
- Mener des actions de prévention autour des conduites addictives et plus largement autour des conduites à risques pour les collégiens et lycéens.
- Impliquer les parents et plus largement les habitants dans la prévention des conduites addictives chez les jeunes.
- Sensibiliser les élus aux conduites addictives, les accompagner pour identifier ces dernières et travailler sur des actions adaptées à mettre en œuvre sur leur territoire respectif.

Haute-Savoie (74) :

Zoom sur

Annecy, lauréate de l'appel à projet national MILDECA 2021.

Projet « prévention des conduites addictives à l'échelle de la commune d'Annecy Novembre 2021/Novembre 2024 ».

Les objectifs du projet :

- Donner aux enfants et aux jeunes les informations et les compétences nécessaires pour faire des choix favorables à leur santé et favoriser leur participation active à la prévention des conduites addictives, de manière la plus précoce possible. Etre à l'écoute de leurs besoins ;
- Ouvrir des espaces de dialogue avec les parents et leur permettre de développer leurs propres connaissances et compétences ;
- Construire une culture commune entre les professionnels du territoire d'Annecy qui interviennent auprès des publics cibles, sur les thématiques des compétences psychosociales et de la prévention des conduites à risque ;
- Faire connaître les lieux ressources et développer le réseau de professionnels intervenant dans ce domaine ;
- Aller au plus près des habitants pour mieux répondre à leurs besoins et attentes en matière de prévention ou de tranquillité publique, et leur permettre de participer à des projets dans leur quartier.

Cluses : déploiement des programmes « Papillagou » et « les enfants de Croque Lune » (outils de prévention).

Scionzier : déploiement de l'outil de prévention « Papillagou ».

Zoom sur

Communauté de communes des Vallées de Thônes, lauréate de l'appel à projet national MILDECA 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes 2021/2024 »

Les axes de travail du projet :

1. Réaliser une enquête auprès de 1800 jeunes du territoire.
2. Créer un rendez-vous innovant sur le territoire, ouvert aux jeunes et à leur entourage (« Village Santé »).
3. Activer et renforcer les compétences psycho-sociales des jeunes, avec leurs parents, et l'entourage éducatif des jeunes.
4. Créer un support numérique accessible à tous, qui rassemble un panel large de ressources, visant l'information, la sensibilisation, l'aide à la décision, l'orientation vers une prise en charge.
5. Sensibiliser et outiller les élus, les bénévoles du milieu associatif ;
6. Promouvoir le #MoisSansTabac, encourager et soutenir les participants du territoire.

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | Euros | % |
|---|------------------|-------------|
| DOTATION MILDECA (type d'actions) | 371 932 | 29% |
| Prévention | 182 621 | 49% |
| Milieu scolaire | 63 434 | 35% |
| Enseignement supérieur | 2 500 | 1% |
| Milieu festif | 58 200 | 32% |
| Milieu professionnel | 6 480 | 4% |
| Addictions sans produit | 28 032 | 15% |
| Autres | 23 975 | 13% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | 83 350 | 22% |
| Public sous-main de justice | 73 100 | 88% |
| Délinquance et entrée dans le trafic | 5 250 | 6% |
| Conduites dopantes et médicaments | 5 000 | 6% |
| Tabac et boissons alcoolisées | - | 0% |
| Populations vulnérables | 25 600 | 7% |
| Populations en errance | 4 600 | 18% |
| Jeunes consommateurs | 2 000 | 8% |
| Soutien à la parentalité | 7 000 | 27% |
| Femmes | - | 0% |
| Autres | 12 000 | 47% |
| Formation | 75 361 | 20% |
| Etudes, diagnostics et communication | 2 000 | 1% |
| Autres | 3 000 | 1% |
| CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions) | 921 315 | 71% |
| ARS | 497 866 | 54% |
| Cohésion sociale (DDCS) | - | 0% |
| FIPD | 32 500 | 4% |
| Politique de la ville | 3 000 | 0% |
| PDASR | 1 500 | 0% |
| Justice | 150 000 | 16% |
| Etat (autres) | 21 193 | 2% |
| Collectivités territoriales | 65 904 | 7% |
| Associations | 27 080 | 3% |
| Autres | 122 272 | 13% |
| FINANCEMENT TOTAL | 1 293 247 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|-----------------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | en euros | euros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Côte d'Or | 37 500 | 142 500 | 79% | 1 | 100% |
| Nièvre | 15 000 | 58 524 | 80% | 7 | 14% |
| Saône-et-Loire | 56 064 | 469 916 | 89% | 8 | 38% |
| Yonne | 26 000 | 80 954 | 76% | 6 | 33% |
| Doubs | 38 500 | 12 883 | 25% | 21 | 81% |
| Haute-Saône | 15 900 | 46 314 | 74% | 11 | 18% |
| Jura | 10 000 | 3 460 | 26% | 3 | 33% |
| Territoire-de-Belfort | 13 200 | 4 200 | 24% | 6 | 50% |
| Région | 159 768 | 102 564 | 39% | 5 | 80% |
| Total | 371 932 | 921 315 | 71% | 68 | 50% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Doubs (25) :

Besançon : poursuite du projet « La fête à Besac » développé depuis 2014 (charte de la vie nocturne ; organisation de soirées prévention et réduction des risques en centre-ville et de soirées alternatives gratuites et sans alcool ; stratégie d'information).

Montbéliard : Actions de prévention des conduites addictives.

Jura (39) :

Zoom sur

La collectivité d'Arbois, Poligny, Salins, Cœur du Jura (CCAPS) et la Communauté de Communes de Champagne Nozeroy Jura (CCCNJ) lauréates de l'appel à projet national de la MILDECA 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle du territoire Intercommunal d'Arbois, Poligny, Salins, Cœur du Jura 2021/2024 ».

Le projet :

1. Développer les compétences psycho-sociales des professionnels en accueil de loisir sans hébergement (ALSH) et en relais d'assistantes maternelles (RAM) sur tout le territoire du contrat local de santé.
2. Développer la connaissance des conduites addictives auprès d'un réseau « d'acteurs relais » et renforcer le maillage territorial entre les acteurs de la prévention et du soin sur tout le territoire du contrat local de santé.

3. Relayer les différents dispositifs et campagnes nationales concernant différentes addictions sur tout le territoire du contrat local de santé et déployer/animer le dispositif #Mois sans Tabac sur les deux collectivités CCAPS et CCCNJ.

Haute-Saône (70) :

Vesoul : prévention des conduites addictives chez les personnes marginalisées et occupant la voie publique, avec l'association AHSRA.

Saône et Loire (71) :

CIAS Autun : Organisation tout au long de l'année d'ateliers participatifs avec les enfants visant une création : l'école de théâtre, l'école d'arts plastiques, le centre numérique... Des démarches participatives sont également proposés aux familles avec le référent famille du CIAS et des intervenants spécialisés en matière de soutien à la parentalité.

La Chapelle de Guinchay : Intervention à destination des élèves de 4ème et 3ème au centre social, proposition d'activités ludiques, programmation d'une intervention sous forme de conférence à destination des parents, en soirée.

Zoom sur

Le Creusot, lauréat de l'appel à projet national de la MILDECA 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle du territoire de la circonscription du Creusot du CISPD 2021/2023 ».

Les axes de travail :

1. Formation et accompagnement des professionnels (formation des responsables des services municipaux et des agents en lien avec les populations jeunes et les familles sur la prévention des addictions à l'adolescence).
2. Prévention auprès des différents publics : programmes d'intervention collective, développement des CPS et actions innovantes (réalisations de court-métrage, témoignage, micro-trottoir) ; événements thématiques (type théâtre forum, action sécurité routière, spectacle) ; rencontres à destination des parents ; sensibilisation des jeunes conducteurs sur les conduites à risque.
3. Orientation et accès aux soins : dispositif « aller vers » (CJCA Mobile 16-25 ans) ; actions de réduction des risques (RDR) à destination des étudiants ; chantiers jeunes (médiation et PJJ).
4. Loi et citoyenneté : rappel de la loi aux commerçants et débits de boissons avec signature d'une charte et d'un affichage ; valorisation des comportements responsables en matière de consommation d'alcool (charte du commerçant responsable, autocollant du conducteur responsable, prévention par les pairs) ; création d'une cellule de veille (police municipale, commissariat, gendarmerie).

Macon : programme d'action au sein des structures éducatives, des centres sociaux, des associations locales dans une logique de prévention de la délinquance et de la promotion de la santé et du bien-être : temps d'information sur les conséquences pour la santé ; théâtre forum; temps de rencontre et de témoignages dans le « Bus de la Médiation » ; séances de présentation des différents produits stupéfiants; travail sur l'estime et l'image de soi des jeunes dealers et/ou consommateurs...

Territoire de Belfort (90) :

Ville de Belfort : actions visant à favoriser la réinsertion sociale et professionnelles des personnes condamnées à des TIG ou à des mesures de réparation pénale.

Bretagne

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|------------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 403 200 | 26% |
| Prévention | | 251 706 | 62% |
| | Milieu scolaire | 81 480 | 32% |
| | Enseignement supérieur | 3 000 | 1% |
| | Milieu festif | 82 200 | 33% |
| | Milieu professionnel | 13 800 | 5% |
| | Addictions sans produit | 11 000 | 4% |
| | Autres | 60 226 | 24% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 81 694 | 20% |
| | Public sous-main de justice | 60 694 | 74% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | 16 000 | 20% |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | 5 000 | 6% |
| Populations vulnérables | | 59 400 | 15% |
| | Populations en errance | 14 400 | 24% |
| | Jeunes consommateurs | 7 000 | 12% |
| | Soutien à la parentalité | 8 000 | 13% |
| | Femmes | 2 000 | 3% |
| | Autres | 28 000 | 47% |
| Formation | | 10 400 | 3% |
| Etudes, diagnostics et communication | | - | 0% |
| Autres | | - | 0% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 1 122 712 | 74% |
| | ARS | 260 954 | 23% |
| | Cohésion sociale (DDCS) | - | 0% |
| | FIPD | 44 000 | 4% |
| | Politique de la ville | 3 000 | 0% |
| | PDASR | - | 0% |
| | Justice | 6 950 | 1% |
| | Etat (autres) | 70 954 | 6% |
| | Collectivités territoriales | 240 215 | 21% |
| | Associations | 105 806 | 9% |
| | Autres | 390 833 | 35% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 1 525 912 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|-----------------|-----------------|------------------|------------|-----------|----------------------|
| | en €uros | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Côtes d'Armor | 65 000 | 151 081 | 44% | 19 | 84% |
| Finistère | 93 000 | 188 106 | 51% | 16 | 50% |
| Ille-et-Vilaine | 103 200 | 459 482 | 30% | 18 | 78% |
| Morbihan | 67 000 | 114 704 | 85% | 14 | 64% |
| Région | 75 000 | - | 88% | 8 | 63% |
| Total | 403 200 | 1 122 712 | 74% | 77 | 68% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Côtes d'Armor (22) :

Lannion Tregor communauté : mobiliser les acteurs locaux; développer les compétences psychosociales des enfants âgés de 3 à 10 ans ; informer et prévenir les risques de surconsommation lors des soirées festives ; renforcer l'implication des acteurs de soirées dans la prévention des risques ; sécuriser les soirées étudiantes.

Trebeurden : lutter contre les différentes addictions (numérique, tabac, alcool, drogue etc...); soutenir et encourager le tissage du lien social parmi les habitants de la ville.

Saint Brieuc : proposer aux personnes en grande précarité 2 h de travail par semaine.

Finistère (29) :

Zoom sur

Brest, lauréate de l'appel à projet national MILDECA 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle du territoire de la ville de Brest 2022/2024 ».

Le projet a pour finalité :

- de progresser dans la diffusion d'une culture commune, l'amélioration du cadre et de l'environnement des consommations, la promotion de la santé, la prévention et la réduction des risques ;

- faire évoluer le rapport à l'alcool : connaissance du produit et de ses effets, développer les compétences psycho-sociales (notamment estime de soi, compétences relationnelles, esprit critique) ;

- reculer l'âge des 1ères consommations, notamment par le respect de l'interdiction de vente aux mineurs ;

dé-normaliser l'association systématique entre alcool, fête et convivialité, notamment banaliser le « sans alcool » ;

- développer les bonnes pratiques de réduction des risques : distribution active d'eau, retour à domicile en sécurité ;

- améliorer l'accompagnement et l'accès aux programmes de réduction des usages à risque de l'alcool.

Douarnenez communauté : poursuite du projet « Prévenir ensemble à l'échelle du territoire les comportements à risques des jeunes liés aux substances psychoactives 2019-2022 », lauréat de l'appel à projet national de la MILDECA de 2019.

Penmarc'h : action globale de prévention.

CCAS Pleyben : action « hep la ».

Plouzané : prévention et éducation à la citoyenneté.

Quimperlé communauté : programme de prévention des addictions.

Ile et Vilaine (35) :

Rennes : Plan de prévention des conduites à risques et de réduction des dommages liées aux consommations de produits psychoactifs ; NOZ'AMBULE: action de promotion de la santé, de prévention et de réduction des comportements à risque lors des pratiques festives informelles.

Morbihan (56):

CCAS Vannes : Le « village ado » pendant 3 jours sur le port de Vannes vise le développement de la santé des jeunes et le renforcement des compétences psychosociales. Sont abordés les cyber addictions, la fête, le groupe, l'équilibre, l'estime de soi, le bien être.

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|------------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 322 000 | 32% |
| Prévention | | 184 649 | 57% |
| | Milieu scolaire | 132 425 | 72% |
| | Enseignement supérieur | - | 0% |
| | Milieu festif | 25 000 | 14% |
| | Milieu professionnel | 1 750 | 1% |
| | Addictions sans produit | 5 450 | 3% |
| | Autres | 20 024 | 11% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 37 660 | 12% |
| | Public sous-main de justice | 24 750 | 66% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | 10 000 | 27% |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | 2 910 | 8% |
| Populations vulnérables | | 46 645 | 14% |
| | Populations en errance | 8 400 | 18% |
| | Jeunes consommateurs | 27 100 | 58% |
| | Soutien à la parentalité | 4 049 | 9% |
| | Femmes | - | 0% |
| | Autres | 7 096 | 15% |
| Formation | | 34 730 | 11% |
| Etudes, diagnostics et communication | | 2 250 | 1% |
| Autres | | 16 066 | 5% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 683 781 | 68% |
| ARS | | 406 776 | 59% |
| Cohésion sociale (DDCS) | | 6 000 | 1% |
| FIPD | | - | 0% |
| Politique de la ville | | 6 500 | 1% |
| PDASR | | 12 200 | 2% |
| Justice | | 6 100 | 1% |
| Etat (autres) | | 48 602 | 7% |
| Collectivités territoriales | | 67 477 | 10% |
| Associations | | 17 620 | 3% |
| Autres | | 112 506 | 16% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 1 005 781 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|----------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | en €uros | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Cher | 49 000 | 210 994 | 81% | 19 | 84% |
| Eure-et-Loir | 66 000 | 102 694 | 61% | 9 | 78% |
| Indre | 22 000 | 96 837 | 81% | 4 | 100% |
| Indre-et-Loire | 62 000 | 132 370 | 68% | 9 | 78% |
| Loiret | 70 000 | 114 586 | 62% | 10 | 80% |
| Loir-et-Cher | 31 000 | 26 300 | 46% | 23 | 78% |
| Région | 22 000 | - | 0% | 3 | 100% |
| Total | 322 000 | 683 781 | 68% | 77 | 85% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Indre (36) :

Zoom sur

Châteauroux métropole, lauréate de l'appel à projet MILDECA de 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle du territoire de la communauté d'agglomération de Châteauroux Métropole 2021/2024 ».

Les axes du projet :

- Sensibiliser aux risques liés aux pratiques addictives dont l'alcool. Public : employés territoriaux, habitants de l'agglomération et public spécifique.
- Sensibiliser les familles aux nouveaux enjeux qui lient les questions du numérique, de l'éducation et de la santé.
- Construire des échanges entre des partenaires tels que police municipale, la protection judiciaire de la jeunesse et la population jeune de Châteauroux métropole (centres socio-culturels, Afp, mission locale) au sujet des consommations de stupéfiants et l'interdiction de vente aux mineurs notamment du tabac et des jeux d'argent et de hasard.

Indre et Loire (37)

Tours Métropole : dispositif TAPAJ.

Loir et cher (41)

Contres : escape game sur les addictions.

Corse

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|----------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 73 443 | 27% |
| Prévention | | 59 643 | 81% |
| | Milieu scolaire | 18 640 | 31% |
| | Enseignement supérieur | - | 0% |
| | Milieu festif | 3 783 | 6% |
| | Milieu professionnel | 4 000 | 7% |
| | Addictions sans produit | 21 000 | 35% |
| | Autres | 12 220 | 20% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 12 000 | 16% |
| | Public sous-main de justice | 9 000 | 75% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | 3 000 | 25% |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | - | 0% |
| Populations vulnérables | | 1 800 | 2% |
| | Populations en errance | 1 800 | 100% |
| | Jeunes consommateurs | - | 0% |
| | Soutien à la parentalité | - | 0% |
| | Femmes | - | 0% |
| | Autres | - | 0% |
| Formation | | - | 0% |
| Etudes, diagnostics et communication | | - | 0% |
| Autres | | - | 0% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 199 111 | 73% |
| | ARS | 12 000 | 6% |
| | Cohésion sociale (DDCS) | - | 0% |
| | FIPD | 12 000 | 6% |
| | Politique de la ville | 12 650 | 6% |
| | PDASR | 2 500 | 1% |
| | Justice | 3 565 | 2% |
| | Etat (autres) | 136 646 | 69% |
| | Collectivités territoriales | 9 500 | 5% |
| | Associations | - | 0% |
| | Autres | 10 250 | 5% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 272 554 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|--------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | en euros | en euros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Haute-Corse | 50 243 | 20 650 | 46% | 6 | 60% |

| | | | | | |
|--------------------------|--------|---------|-----|----|-----|
| Corse du Sud + région | 17 200 | 7 815 | 0% | 7 | 86% |
| Total | 73 443 | 199 111 | 73% | 14 | 49% |

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|------------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 754 518 | 50% |
| Prévention | | 344 294 | 46% |
| | Milieu scolaire | 183 859 | 53% |
| | Enseignement supérieur | 41 233 | 12% |
| | Milieu festif | 25 530 | 7% |
| | Milieu professionnel | 47 966 | 14% |
| | Addictions sans produit | 29 206 | 8% |
| | Autres | 16 500 | 5% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 169 629 | 22% |
| | Public sous-main de justice | 151 230 | 89% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | 16 500 | 10% |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | 1 899 | 1% |
| Populations vulnérables | | 182 650 | 24% |
| | Populations en errance | 71 410 | 39% |
| | Jeunes consommateurs | 40 500 | 22% |
| | Soutien à la parentalité | 18 000 | 10% |
| | Femmes | 6 970 | 4% |
| | Autres | 45 770 | 25% |
| Formation | | 36 764 | 5% |
| Etudes, diagnostics et communication | | 10 000 | 1% |
| Autres | | 11 181 | 1% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 760 360 | 50% |
| ARS | | 240 473 | 32% |
| Cohésion sociale (DDCS) | | 6 110 | 1% |
| FIPD | | 7 800 | 1% |
| Politique de la ville | | 46 790 | 6% |
| PDASR | | 1 500 | 0% |
| Justice | | 4 800 | 1% |
| Etat (autres) | | 43 567 | 6% |
| Collectivités territoriales | | 162 583 | 21% |
| Associations | | 4 188 | 1% |
| Autres | | 242 549 | 32% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 1 514 878 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|--------------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | en euros | euros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Bas-Rhin | 104 063 | 296 234 | 74% | 14 | 36% |
| Haut Rhin | 125 000 | 10 932 | 8% | 7 | 29% |
| Aube | 41 558 | 49 218 | 54% | 11 | 71% |
| Haute-Marne | 24 000 | 29 190 | 55% | 15 | 45% |
| Marne | 92 852 | 64 498 | 41% | 18 | 47% |
| Ardennes | 37 200 | 178 005 | 83% | 7 | 39% |
| Meurthe-et-Moselle | 98 000 | - | 0% | 14 | 50% |
| Meuse | 37 295 | 83 428 | 69% | 13 | 23% |
| Moselle | 143 950 | 48 856 | 25% | 23 | 61% |
| Vosges | 50 600 | - | 0% | 12 | 17% |
| Région | - | - | - | 0 | 0% |
| Total | 754518 | 760360,47 | 50% | 134 | 38% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et collectivités territoriales en 2021

Aube (10) :

Troyes Champagne Métropole : rédaction d'une charte de la vie nocturne ; prévention de la consommation d'alcool et de produits stupéfiants chez les étudiants (parcours de formation à destination des étudiants encadrants et des membres des associations étudiantes organisatrices de soirées).

Marne (51) :

Communauté d'Agglomération d'Epernay, Coteaux et Plaine de Champagne : sensibilisation en milieu scolaire du jeune public sur les addictions et leurs risques.

Frouard : actions collectives de promotion de la santé et prévention des conduites addictives auprès de la des adultes en situation de responsabilité (parents, enseignants, animateurs...) et prévention des conduites addictives chez les jeunes dans leurs différents milieux de vie (école, périscolaire).

Haut Rhin (68) :

Mulhouse : dispositif TAPAJ ; stratégie globale de prévention des conduites addictives des jeunes (9-16 ans) et d'accompagnement médico-psycho-social des jeunes consommateurs précaires (16-25 ans).

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | Euros | % |
|---|------------------|-------------|
| CREDITS MILDECA (type d'actions) | 742 307 | 32% |
| Prévention | 306 994 | 41% |
| Milieu scolaire | 171 556 | 56% |
| Enseignement supérieur | 7 000 | 2% |
| Milieu festif | 56 823 | 19% |
| Milieu professionnel | 18 096 | 6% |
| Addictions sans produit | 36 720 | 12% |
| Autres | 16 800 | 5% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | 260 458 | 35% |
| Public sous-main de justice | 142 640 | 55% |
| Délinquance et entrée dans le trafic | 99 918 | 38% |
| Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| Tabac et boissons alcoolisées | 17 900 | 7% |
| Populations vulnérables | 154 855 | 21% |
| Populations en errance | 79 005 | 51% |
| Jeunes consommateurs | 17 000 | 11% |
| Soutien à la parentalité | 37 900 | 24% |
| Femmes | - | 7% |
| Autres | 9 800 | 6% |
| Formation | 15 000 | 2% |
| Etudes, diagnostics et communication | 5 000 | 1% |
| Autres | - | 0% |
| COFINANCEMENTS | 1 607 082 | 68% |
| ARS | 150 469 | 9% |
| Cohésion sociale (DDCS) | 1 360 | 0% |
| FIPD | 111 157 | 7% |
| Politique de la ville | 10 000 | 1% |
| PDASR | 10 415 | 1% |
| Justice | 207 272 | 13% |
| Etat (autres) | 122 793 | 8% |
| Collectivités territoriales | 632 479 | 39% |
| Associations | 71 439 | 4% |
| Autres | 289 698 | 18% |
| FINANCEMENT TOTAL | 2 349 389 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|---------------|-----------------|------------------|------------|------------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Nord | 226 900 | 363 906 | 62% | 28 | 43% |
| Pas-de-Calais | 178 387 | 325 138 | 65% | 10 | 76% |
| Aisne | 63 698 | 82 683 | 56% | 8 | 50% |
| Oise | 67 050 | 91 809 | 58% | 16 | 50% |
| Somme | 94 223 | 96 085 | 50% | 10 | 80% |
| Région | 112 050 | 647 461 | 85% | 3 | 50% |
| Total | 742 307 | 1 607 082 | 68% | 109 | 58% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et collectivités territoriales en 2021

Aisne (02) :

Chauny : 2 jours de village de prévention, notamment sur les addictions.

CCAS HIRSON : actions de proximité auprès des jeunes dans les quartiers durant les vacances scolaires ; actions de développement des compétences psychosociales ; sensibilisation des adolescents aux risques des addictions ; formation d'adultes référents (parents, professionnels et bénévoles).

Guise : information et sensibilisation sur les différentes formes d'addiction dans les collèges et les lycées organisées par la MPPF de la gendarmerie ; sensibilisation de terrain dans les quartiers de la ville avec le CAARUD ; projet de court métrage sur les addictions et les violences intrafamiliales ; spectacle de la compagnie MASCARADES (spectacle mettant en scène la prévention de poly-consommation de produits psychoactifs -alcool, cannabis, opiacés- dans les collèges et les lycées).

Laon : semaine de prévention autour des addictions pour les usagers et notamment pour le public adolescent des accueils collectifs de mineurs (Tabac, Alcool, drogues, Jeux vidéo et téléphone).

Soisson : Sensibilisation en milieu scolaire sur toutes les formes d'addictions avec la pièce de théâtre « Celle qui cool en moi » (addiction aux produits psychoactifs).

Nord (59) :

Zoom sur

Lille lauréate de l'appel à projets de la MILDECA de 2021.

Expérimentation relative à la prévention de la participation des jeunes aux trafics de stupéfiants dans la commune de LILLE 2021 – 2023.

Le projet vise à :

- Prévenir l'entrée dans les réseaux de trafics de stupéfiants par la promotion des compétences psycho-sociales des enfants et adolescents et par la déconstruction des mythes entourant ce type d'activités criminelles ;
- Aider à la sortie des réseaux des « petites mains » engagées auprès des trafiquants ;
- Favoriser des alternatives aux trafics via l'accompagnement à l'insertion scolaire et professionnelle.

Métropole européenne de Lille : former les agents municipaux au ramassage sécurisé des seringues et la conduite à tenir vis-à-vis des publics toxicomanes.

Loos : poursuite de l'expérimentation « Limit's » relative à la prévention de la participation des jeunes au trafic de stupéfiants 2020-2023 dans le cadre de la convention de partenariat avec la MILDECA.

Wattrelos : sensibilisation des familles à la question des addictions.

Oise (60) :

Communauté d'agglomération du Beauvaisis : accompagnement renforcé de mineurs et de majeurs consommateurs de stupéfiants sous-main de justice pour favoriser un retour vers l'emploi ou la formation, l'accès aux droits, l'accès à un logement ou un hébergement.

Zoom sur

Chantilly, lauréate de l'appel à projet de la MILDECA de 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire « TOUS ANTI ADDICT » dans la commune de Chantilly 2021/2023 ».

Les objectifs du projet :

- Retarder les expérimentations et prévenir les consommations à risque de substances psychoactives en construisant en commun les règles de vie au sein des établissements scolaires, sociaux, de formation et d'accueil de la jeunesse et en sensibilisant les débitants aux interdictions de vente de tabac et d'alcool aux mineurs ;
- Sensibiliser et former les jeunes ainsi que leurs parents aux risques des conduites addictives. Former le personnel éducatif et le personnel de santé des établissements au repérage et à l'accompagnement des situations à risques ;
- Faire assurer la prise en charge psychologique, médicale et sociale des jeunes en difficulté.

Nogent sur Oise : réalisation d'un court métrage pédagogique, autour des conduites addictives avec les familles et les jeunes.

Pas de Calais (62) :

Arras : prévention et de sensibilisation sur les conduites à risques, les poly-consommations, les nouvelles consommations, les troubles liés à la surexposition aux écrans au sein des structures jeunesse et des établissements scolaires ou à l'occasion des soirées étudiantes et des événements qui rythment la vie locale; mutualiser des interventions en complémentarité avec l'équipe d'étudiants relais santé en collaboration avec le service santé de l'Université d'Artois, les bénévoles de l'AFEV.

SIVOM DE LA COMMUNAUTE DU BRUAYISIS : pour les classes de 4ème et 3ème spectacle "Ecran total" et "les plaisirs de Grégor".

Communauté de communes du Sud Artois : en lien avec le public jeune du territoire (collèges, lycées, centre social du territoire, accueil jeunes, mission locale), réalisation de courts métrages sur la prévention des addictions (drogues, alcool, tabac) et sur la surconsommation des écrans.

Communauté d'Agglomération du Pays de Saint Omer :

Axe 1 : les élus, Président, Maire et employeur : Informer des enjeux des conduites addictives et du cadre juridique et de leurs responsabilités.

Axe 2 : Prévention en milieu professionnel via les agents encadrants de la Capso : sensibiliser les agents encadrants de la collectivité ; informer du cadre juridique; former au repérage et à l'orientation.

Mise en place avec la sous-préfecture de l'expérimentation en matière d'interdits protecteurs dans l'arrondissement de Saint-Omer, auprès des professionnels vendant de l'alcool ou du tabac aux mineurs.

Somme (80) :

Centre social intercommunal de l'est de la Somme : favoriser l'accès aux actions de prévention des conduites addictives et des comportements à risques.

Ile-de-France

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|------------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 1 863 961 | 25% |
| Prévention | | 716 011 | 38% |
| | Milieu scolaire | 370 632 | 52% |
| | Enseignement supérieur | 13 000 | 2% |
| | Milieu festif | 114 168 | 16% |
| | Milieu professionnel | 43 118 | 6% |
| | Addictions sans produit | 86 133 | 12% |
| | Autres | 88 960 | 12% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 173 326 | 9% |
| | Public sous-main de justice | 127 491 | 74% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | 14 500 | 8% |
| | Conduites dopantes et médicaments | 6 000 | 3% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | 25 335 | 15% |
| Populations vulnérables | | 883 124 | 47% |
| | Populations en errance | 805 432 | 91% |
| | Jeunes consommateurs | 55 742 | 6% |
| | Soutien à la parentalité | 8 950 | 1% |
| | Femmes | 4 000 | 0% |
| | Autres | 9 000 | 1% |
| Formation | | 68 500 | 4% |
| Etudes, diagnostics et communication | | 23 000 | 1% |
| Autres | | - | 0% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 5 551 522 | 75% |
| | ARS | 1 638 301 | 30% |
| | Cohésion sociale (DDCS) | 21 000 | 0% |
| | FIPD | 157 798 | 3% |
| | Politique de la ville | 61 630 | 1% |
| | PDASR | - | 0% |
| | Justice | 900 | 0% |
| | Etat (autres) | 470 262 | 8% |
| | Collectivités territoriales | 1 936 456 | 35% |
| | Associations | 419 347 | 8% |
| | Autres | 845 827 | 15% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 7 415 483 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|----------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Essonne | 85 742 | 133 986 | 61% | 14 | 86% |
| Hauts-de-Seine | 97 991 | 259 399 | 73% | 18 | 59% |
| Paris | 929 703 | 3 269 515 | 78% | 30 | 83% |
| Seine-et-Marne | 97 991 | 94 300 | 49% | 11 | 45% |
| Seine-St-Denis | 183 732 | - | 0% | 22 | 50% |
| Val-de-Marne | 85 742 | 231 027 | 73% | 17 | 88% |
| Val-d'Oise | 110 000 | - | 0% | 18 | 17% |
| Yvelines | 85 742 | 663 335 | 89% | 44 | 59% |
| Région | 187 318 | 899 960 | 83% | 15 | 80% |
| Total | 1863961 | 555 1521,9 | 75% | 189 | 63% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales 2021

Seine et Marne (77) :

Communauté d'agglomération Marne et Gondoire : Prévention des consommations problématiques de substances licites et illicites ; accompagnement des consommateurs vers des structures adaptées.

Saint-Thibault-des-Vignes : « Echanger pour comprendre et agir » : temps d'échanges, de formation sur la prévention des conduites addictives dans les différents lieux d'accueil (écoles, structures de loisirs, de sport, dans les quartiers, milieu professionnel) pour les jeunes et les familles.

Yvelines (78) :

Chatou : travail de sensibilisation aux drogues et addictions chaque année avec l'association WIMOOV dans le cadre du festival Electric Park.

Coigneres : spectacle sur des situations illustrant les problématiques liées aux écrans.

Le Chesnay Roquencourt : conférence avec un addictologue sur « Comment décoller les ados des écrans? » et mise en place d'un théâtre forum sur le thème de l'addiction aux écrans.

Magny les hameaux : accompagnement et accès aux soins pour les enfants, les jeunes et leurs familles.

Saint Cyr l'Ecole : réalisation d'un court métrage, faisant ensuite l'objet d'une conférence débat ; information et orientation des jeunes et des familles sur les structures existantes en cas de dépendance.

Sartrouville : sensibilisation en milieu scolaire et groupe de parole proposés aux familles ; programme de renforcement des compétences parentale et programme "Spirale addiction" proposé aux acteurs de terrain, équipes éducatives, et parents.

Trappes : conception d'un film de prévention sur les dangers de la consommation du protoxyde d'azote.

La Verriere : Sensibilisation sur les conduites dangereuses et addictives en lien avec la sécurité routière.

Essonne (91) :

Evry-Courcouronnes : poursuite du déploiement du projet « prévenir ensemble à l'échelle du territoire les comportements à risques des jeunes liés aux substances addictives dans la ville d'Evry Courcouronnes 2019- 2021 » lauréat de l'appel à projet MILDECA de 2019.

Hauts de seine (92)

Colombes : action de sensibilisation auprès des professionnels de l'Espace Insertion de la ville et ateliers pour les familles.

Zoom sur

Malakoff, lauréate de l'appel à projets national de la MILDECA de 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la commune de Malakoff 2021/2022.

Le plan d'action :

1. Des actions de sensibilisation aux interdits protecteurs, en particulier l'interdiction de vente aux mineurs (actions « informations et contrôle de la vente » par le service de garde urbaine composé de policiers municipaux et d'agents de surveillance de la voie publique encadrés par un chef de police municipal, en coopération avec la police nationale de la circonscription).
2. Des actions « d'aller-vers » en prévention et réduction des risques.
3. Un cycle d'ateliers de prévention des conduites à risques, par le développement de compétences psycho-sociales au profit des jeunes scolarisés et des parents.

Suresnes : actions de prévention organisées avec des élèves infirmières, pour les enfants, les jeunes, les étudiants, les professionnels de la jeunesse, et les parents (substances psycho actives et sur les addictions sans substance du type écrans).

Seine Saint Denis (93) :

Zoom sur

Aubervilliers, lauréate de l'appel à projets national de la MILDECA de 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la commune d'Aubervilliers 2021/2022 ».

Les actions :

1. Prévenir les conduites addictives et renforcer les compétences psychosociales des étudiants, des jeunes actifs/sans emploi, des jeunes déscolarisés ou en voie de déscolarisation ou des jeunes en errance dans les quartiers, en poursuivant le déploiement d'action « d'aller vers » déjà initiées dans la commune (actions dans les résidences étudiantes, et dans les quartiers en journée et en soirée).
2. Programme de sensibilisation aux risques liés à l'inhalation du protoxyde d'azote auprès de la population albertivillarienne avec un focus particulier sur les jeunes de 14 à 25 ans.
3. La formation ou la sensibilisation des professionnels (gardiens d'immeubles, chargés de missions ou de projets auprès des jeunes, animateurs, médiateurs de jour/nuit, professionnels du médicosocial dans les résidences étudiantes/FJT...);
4. Des actions en pied d'immeuble, des formations par les pairs (conseil local des jeunes).

Drancy : Organisation d'une journée de sensibilisation sur les dangers des paris sportifs (analyse des outils de communication mis en œuvre dans la publicité, par les influenceurs, ...), présentation des mécanismes de l'addiction, témoignages.

Ile-Saint-Denis : programme « Primavera » de développement des compétences psycho sociales et interventions sur le protoxyde d'azote.

Val de Marne (94) :

Chennevières-sur-Marne : prévention des addictions et des usages problématiques d'internet ; mise en place de permanences psychologiques.

Val d'Oise (95) :

Bezons : pendant 3 jours mise en place d'un atelier de sensibilisation et d'un espace de jeu vidéo au cours duquel les dangers de la surconsommation seront abordés.

Sarcelles : Expérimentation « Limit's » relative à la prévention de la participation des jeunes au trafic de stupéfiants 2020-2023 dans le cadre de la convention de partenariat avec la MILDECA.

Communauté de commune Soisy sous Montmorency : séances d'animation de jeux de prévention pour prévenir les risques liés à la consommation de tabac, de la chicha, des cigarettes électroniques, d'alcool et de cannabis, ainsi qu'à l'usage abusif des écrans.

Villiers le Bel : sensibilisation sur les addictions et sur le protoxyde d'azote et la chicha en particulier en direction des 4 collèges et du lycée professionnel : théâtre forum », formation des professionnels encadrant, sensibilisation au sein des centres socioculturels, flyer de sensibilisation.

Normandie

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|------------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 426 600 | 27% |
| Prévention | | 175 988 | 41% |
| | Milieu scolaire | 65 769 | 37% |
| | Enseignement supérieur | 1 000 | 1% |
| | Milieu festif | 25 963 | 15% |
| | Milieu professionnel | - | 0% |
| | Addictions sans produit | 17 100 | 10% |
| | Autres | 66 156 | 38% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 146 801 | 34% |
| | Public sous-main de justice | 109 352 | 74% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | - | 0% |
| | Conduites dopantes et médicaments | 27 449 | 19% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | 10 000 | 7% |
| Populations vulnérables | | 77 811 | 18% |
| | Populations en errance | 15 000 | 19% |
| | Jeunes consommateurs | 52 611 | 68% |
| | Soutien à la parentalité | 4 000 | 5% |
| | Femmes | - | 0% |
| | Autres | 6 200 | 8% |
| Formation | | 16 000 | 4% |
| Etudes, diagnostics et communication | | 10 000 | 2% |
| Autres | | - | 0% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 1 129 535 | 73% |
| | ARS | 200 819 | 18% |
| | Cohésion sociale (DDCS) | 3 465 | 0% |
| | FIPD | 24 000 | 2% |
| | Politique de la ville | - | 0% |
| | PDASR | - | 0% |
| | Justice | 21 646 | 2% |
| | Etat (autres) | 51 605 | 5% |
| | Collectivités territoriales | 742 571 | 66% |
| | Associations | 11 030 | 1% |
| | Autres | 74 399 | 7% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 1 556 135 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|----------------|-----------------|------------------|------------|-----------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Calvados | 75 256 | 87 817 | 73% | 11 | 73% |
| Manche | 53 289 | 42 264 | 54% | 5 | 20% |
| Orne | 51 193 | 52 634 | 44% | 9 | 89% |
| Eure | 90 241 | 39 529 | 51% | 5 | 20% |
| Seine-Maritime | 143 621 | 807 691 | 30% | 33 | 67% |
| Région | 13 000 | 99 600 | 85% | 2 | 50% |
| Total | 426 600 | 1 129 535 | 39% | 65 | 53% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et collectivités territoriales en 2021

Calvados (14) :

Zoom sur

Caen, lauréate de l'appel à projet national de la MILDECA de 2021.

Projet « prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la ville de Caen 2022/2024. »

Objectifs :

- Prévenir la consommation de produits en particulier en matière de tabac et de drogues à usage "festif".
- Informer le public sur les risques liés à la consommation de produits psychoactifs,
- Orienter le public et les professionnels vers les ressources d'accompagnement et de soins existants,
- Sensibiliser les professionnels aux nouveaux usages et consommations de ces produits.

Public cible : les enfants et jeunes adolescents (3-17 ans), les professionnels encadrant ce public et les parents ; les agents de la collectivité (Ville de Caen, Communauté Urbaine de Caen la Mer et le CCAS de Caen), notamment ceux exerçant dans des équipements labellisés « espaces sans tabac ».

CCAS d'Herouville Saint Clair : renforcement des compétences psycho-sociales par des interventions de la Ligue de l'enseignement auprès des élèves du primaire et du collège.

Manche (50)

Zoom sur

Carentan les marais, lauréate de l'appel à projets national de la MILDECA de 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la commune de CARENTAN-LES-MARAIS 2021/2024 ».

Objectifs :

- Renforcer l'engagement des services publics et des élus sur la prise en compte des conduites addictives : sensibilisation, charte d'engagement, formation des professionnels de première ligne auprès des habitants ; engager une démarche d'aller vers les habitants en difficulté avec une conduite addictive.
- Renforcer le développement des compétences psycho-sociales tout au long de la scolarité ;
- Mobiliser les clubs sportifs (encadrants et jeunes) sur la réduction des risques liés aux conduites addictives ;
- Sensibiliser le grand public aux conduites addictives sur le Carentanais.

Zoom sur

Saint-Lo, lauréate de l'appel national de la MILDECA 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la Ville de Saint-Lô de 2022 à 2025 ».

Les 5 axes de travail :

- Renforcer et animer le réseau d'acteurs locaux ;
- Renforcer les connaissances et compétences dans le domaine des conduites addictives ;
- Aller vers les publics les plus vulnérables et isolés ;
- Amplifier le temps de présence en milieu festif en réduction des risques et déployer les liens avec le milieu sportif ;
- Diminuer la consommation de produits sur la voie publique et dans les espaces privés.

Seine-Maritime (76) :

CCAS de DARNETAL : formation sur l'entretien motivationnel ; échange de pratique entre les acteurs du réseau de professionnels du territoire ; interventions auprès des publics accueillis au sein des structures médicosociales.

Neufchâtel en Bray : travail sur les compétences psycho-Sociales ; prévention tabac ; prévention des conduites à risques programme « Dédale de Vie » ; consultation Jeunes Consommateurs.

Petit Quevilly : formation des professionnels du territoire ; actions de prévention collective auprès des jeunes et des familles, rencontre avec les acteurs de l'addictologie.

Orne (61) :

Flers : Mise en place d'un parcours de soins et d'insertion pour sensibiliser les personnes impliquées dans des délits sous l'emprise de stupéfiants.

Nouvelle-Aquitaine

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | Euros | % |
|---|------------------|-------------|
| CREDITS MILDECA | 734 069 | 21% |
| Prévention | 412 511 | 56% |
| Milieu scolaire | 214 933 | 52% |
| Enseignement supérieur | 24 455 | 6% |
| Milieu festif | 68 177 | 17% |
| Milieu professionnel | 9 100 | 2% |
| Addictions sans produit | 22 786 | 6% |
| Autres | 73 060 | 18% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | 100 100 | 14% |
| Public sous-main de justice | 49 300 | 49% |
| Délinquance et entrée dans le trafic | 13 000 | 13% |
| Conduites dopantes et médicaments | 800 | 1% |
| Tabac et boissons alcoolisées | 37 000 | 37% |
| Populations vulnérables | 157 699 | 21% |
| Populations en errance | 75 607 | 48% |
| Jeunes consommateurs | 16 688 | 11% |
| Soutien à la parentalité | 19 000 | 12% |
| Femmes | 10 904 | 7% |
| Autres | 35 500 | 23% |
| Formation | 40 699 | 6% |
| Etudes, diagnostics et communication | 23 060 | 3% |
| Autres | - | 0% |
| COFINANCEMENTS | 2 795 889 | 79% |
| ARS | 1 294 148 | 46% |
| Cohésion sociale (DDCS) | 17 800 | 1% |
| FIPD | 36 000 | 1% |
| Politique de la ville | 15 000 | 1% |
| PDASR | 39 373 | 1% |
| Justice | 181 500 | 6% |
| Etat (autres) | 394 703 | 14% |
| Collectivités territoriales | 510 862 | 18% |
| Associations | 30 640 | 1% |
| Autres | 275 863 | 10% |
| FINANCEMENT TOTAL | 3 529 958 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|----------------------|-----------------|------------------|------------|------------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Dordogne | 48 695 | 52 810 | 52% | 13 | 38% |
| Gironde | 140 261 | 1 064 025 | 88% | 25 | 40% |
| Landes | 35 100 | 57 669 | 62% | 10 | 80% |
| Lot-et-Garonne | 41 536 | 47 600 | 53% | 12 | 50% |
| Pyrénées-Atlantiques | 69 750 | 96 137 | 58% | 19 | 58% |
| Corrèze | 33 877 | 128 957 | 79% | 7 | 100% |
| Creuse | 19 898 | - | 0% | 8 | 13% |
| Haute-Vienne | 48 188 | 129 034 | 73% | 16 | 81% |
| Charente | 38 456 | 235 768 | 86% | 6 | 50% |
| Charente Maritime | 61 594 | 340 604 | 85% | 10 | 80% |
| Deux-Sèvres | 38 480 | 71 140 | 65% | 8 | 50% |
| Vienne | 58 234 | 202 640 | 78% | 16 | 38% |
| Région | 100 000 | 369 505 | 79% | 7 | 43% |
| Total | 734 069 | 2 795 889 | 79% | 157 | 55% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Creuse (23) :

Guéret : programme de soutien aux familles et à la parentalité.

Gironde (33):

Bordeaux : Label « Bordeaux la nuit ».

Saint Médard en Jalles : formation/action des professionnels sur les évolutions de la pratique numérique des jeunes ; conférences- débats afin de sensibiliser les parents à la problématique et aux risques liés aux écrans.

Lot et Garonne (47) :

Agen : Repérage et orientation des jeunes pouvant être en difficulté face à une pratique addictive ; médiation en soirée, veilles des vacances scolaires, auprès des collégiens et lycéens.

Communauté de commune de Fumel, vallée du lot : sensibilisation des adolescents les risques liés aux conduites addictives.

Vienne (86) :

Grand Poitiers : prévention en établissements scolaires et en centre-ville.

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | Euros | % |
|---|------------------|-------------|
| CREDITS MILDECA | 732 425 | 36% |
| Prévention | 512 140 | 70% |
| Milieu scolaire | 238 939 | 47% |
| Enseignement supérieur | 32 750 | 6% |
| Milieu festif | 118 780 | 23% |
| Milieu professionnel | 45 898 | 9% |
| Addictions sans produit | 44 846 | 9% |
| Autres | 30 927 | 6% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | 121 795 | 17% |
| Public sous-main de justice | 61 200 | 50% |
| Délinquance et entrée dans le trafic | 24 400 | 20% |
| Conduites dopantes et médicaments | 22 000 | 18% |
| Tabac et boissons alcoolisées | 14 195 | 12% |
| Populations vulnérables | 63 018 | 9% |
| Populations en errance | 24 298 | 39% |
| Jeunes consommateurs | 8 071 | 13% |
| Soutien à la parentalité | 16 649 | 26% |
| Femmes | 5 500 | 9% |
| Autres | 8 500 | 13% |
| Formation | 35 472 | 5% |
| Etudes, diagnostics et communication | - | 0% |
| Autres | - | 0% |
| COFINANCEMENTS | 1 307 253 | 64% |
| ARS | 104 752 | 8% |
| Cohésion sociale (DDCS) | 34 850 | 3% |
| FIPD | 132 794 | 10% |
| Politique de la ville | 7 700 | 1% |
| PDASR | 37 161 | 3% |
| Justice | 8 246 | 1% |
| Etat (autres) | 367 014 | 28% |
| Collectivités territoriales | 409 605 | 31% |
| Associations | 59 291 | 5% |
| Autres | 145 840 | 11% |
| FINANCEMENT TOTAL | 2 039 678 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|---------------------|-----------------|------------------|------------|------------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Aude | 39 751 | 64 049 | 62% | 14 | 86% |
| Gard | 78 550 | 161 653 | 67% | 8 | 59% |
| Hérault | 116 363 | 252 468 | 68% | 77 | 83% |
| Lozère | 16 733 | 15 581 | 48% | 19 | 45% |
| Pyrénées-Orientales | 64 446 | 88 470 | 58% | 9 | 50% |
| Ariège | 26 398 | 288 623 | 92% | 4 | 88% |
| Aveyron | 33 941 | 152 577 | 82% | 9 | 0% |
| Gers | 21 301 | 32 189 | 60% | 10 | 59% |
| Haute-Garonne | 155 335 | 54 500 | 26% | 23 | 80% |
| Hautes-Pyrénées | 33 941 | 6 000 | 15% | 3 | #REF! |
| Lot | 22 625 | 52 016 | 70% | 14 | 50% |
| Tarn | 45 257 | 43 303 | 49% | 7 | 65% |
| Tarn-et-Garonne | 37 714 | 95 824 | 72% | 6 | 63% |
| Région | 40 070 | - | 0% | 1 | 40% |
| Total | 732 425 | 1 307 253 | 64% | 171 | 61% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Aude (11) :

Carcassonne : Stands d'informations et de conseils d'aides à l'arrêt du tabac.

CIAS Carcassonne agglomération : Campagne de prévention sur les conduites addictives auprès du public adolescent des accueils de loisirs ados.

Gard (30) :

Roquemaure : Escape game sur le harcèlement scolaire et/ les addictions dans et hors cadre scolaire

Haute Garonne (31) :

Zoom sur

Toulouse, lauréate de l'appel à projet national de la MILDECA de 2021.

Projet « Prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire dans la commune de Toulouse 2021-2023. »

Le partenariat consiste dans l'évaluation du dispositif expérimental dans les quartiers du Grand Mirail, intitulé « MPARRI » (médiation, prévention, accès aux soins, réduction des risques, insertion).

Tournefeuille : Interventions en classe auprès des élèves de CM2 sur les écrans et réseaux sociaux et les risques liés à leurs usages.

Gers (32)

CCAS de Fleurance : Les dérives liées aux écrans « de la prévention à la création artistique ».

Hérault (34) :

Zoom sur

Communauté de communes des Cévennes Gangeoises et suménoises lauréate de l'appels à projets national de la MILDECA de 2021.

Projet « prévenir ensemble, les comportements à risque des jeunes liés aux conduites addictives et des consommations de substances sur le territoire intercommunal de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises 2021 – 2024 ».

3 volets d'actions :

1. Prévenir et sensibiliser sur les pratiques à risque en matière de santé publique : écrans et substances psychoactive.
2. Prévenir les consommations problématiques de substances licites et illicites et les usages détournés (agir en direction des mineurs exposés en agissant sur l'insertion sociale et professionnelle).
3. Développer des actions spécifiques pour les enfants et les familles (prévention des risques liés aux écrans dans les établissements de la petite enfance ; forum Jeunesse et Parentalité ; actions de développement socio-sportif et de prévention en milieu de vie).

Bédarieu : Sensibilisation des policiers municipaux et les agents municipaux ainsi que les membres du CLSPD sur les addictions et conduites à risques.

Montpellier : accompagnement du CLSPD dans la réalisation d'une campagne de communication sur les dangers du protoxyde d'azote (court-métrage réalisé par la ville et des jeunes d'établissements scolaires et d'une campagne d'affichage).

Frontignan : création d'un outil de communication sur la sécurité routière.

Communauté d'agglomération de pays de l'Or : mise en place de permanences de psychologues gratuites pour les jeunes âgées de 12 à 25 ans et leurs parents.

Lot (46) :

Cahors : prévention des surconsommations des jeunes lors des jeudis festifs.

Figeac : prévention autour des risques festifs.

Lozère (48) :

CLS Haut Allier : Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité de renforcement des compétences parentales (PSFP).

Marvejol : Spectacle et échanges sur la thématique des addictions.

Pyrénées orientale (66) :

Communauté de commune des Aspres : actions de médiation et de prévention en direction de jeunes ciblés pour des comportements à risque (chantiers citoyens artistiques, patrimoniaux ou environnementaux).

Le Soler : ateliers de sensibilisation aux addictions auprès des adolescents de la commune et des enfants de l'école primaire: les écrans, les jeux vidéo, protoxyde d'azote, l'alcool, le tabac.. ; ateliers sportifs, ateliers ludiques et un atelier de prévention mis en place par des intervenants spécialisés, des éducateurs municipaux et la police municipale.

Tarn (81) :

Zoom sur

Communauté de communes Carmausin Ségala sur la prévention des addictions, lauréate de l'appel à projet national de la MILDECA de 2021.

Projet « prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire à la communauté de communes Carmausin-Ségala 2021/2023. »

Objectifs :

- Faire évoluer les représentations associées aux produits psychoactifs et à leur consommation (connaissance des risques bio-psycho-sociaux associés).
- Créer une culture commune, notamment chez les élus, sur les conduites addictives avec ou sans produits à l'échelle du territoire.
- Améliorer l'orientation, l'accompagnement et l'accès aux soins des consommateurs.
- Promouvoir un usage raisonné des écrans dès le plus jeune âge.

Tarn et Garonne (82) :

Communauté de communes de Quercy-Rouergue et des Gorges de l'Aveyron : mise en place de permanences regroupant des professionnels de secteur social, éducatif et juridique.

Communauté d'agglomération du grand Montauban : forum prévention à destination des élèves de 3^{ème}, des lycéens, et apprentis ; ateliers sur les conduites à risques.

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | Euros | % |
|---|------------------|-------------|
| CREDITS MILDECA (type d'actions) | 626 400 | 17% |
| Prévention | 433 900 | 69% |
| Milieu scolaire | 192 200 | 44% |
| Enseignement supérieur | 31 000 | 7% |
| Milieu festif | 80 400 | 19% |
| Milieu professionnel | 9 200 | 2% |
| Addictions sans produit | - | 0% |
| Autres | 121 100 | 28% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | 77 450 | 12% |
| Public sous-main de justice | 72 250 | 93% |
| Délinquance et entrée dans le trafic | 4 000 | 5% |
| Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| Tabac et boissons alcoolisées | 1 200 | 2% |
| Populations vulnérables | 71 450 | 11% |
| Populations en errance | 47 650 | 67% |
| Jeunes consommateurs | 10 000 | 14% |
| Soutien à la parentalité | 4 000 | 6% |
| Femmes | - | 0% |
| Autres | 9 800 | 14% |
| Formation | 28 600 | 5% |
| Etudes, diagnostics et communication | 15 000 | 2% |
| Autres | - | 0% |
| COFINANCEMENTS | 2 977 966 | 83% |
| ARS | 1 411 410 | 47% |
| Cohésion sociale (DDCS) | 46 609 | 2% |
| FIPD | 32 000 | 1% |
| Politique de la ville | 8 000 | 0% |
| PDASR | - | 0% |
| Justice | 87 000 | 3% |
| Etat (autres) | 109 640 | 4% |
| Collectivités territoriales | 583 866 | 20% |
| Associations | 79 150 | 3% |
| Autres | 620 291 | 21% |
| FINANCEMENT TOTAL | 3 604 366 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|-------------------------|-----------------|------------------|------------|-----------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Alpes de Haute-Provence | 24 000 | 13 851 | 37% | 4 | 58% |
| Alpes-Maritimes | 96 000 | 220 539 | 70% | 15 | 43% |
| Bouches du Rhône | 181 000 | 954 922 | 84% | 25 | 76% |
| Hautes-Alpes | 17 000 | 94 393 | 85% | 7 | 50% |
| Var | 93 000 | 529 306 | 85% | 14 | 50% |
| Vaucluse | 73 300 | 302 962 | 81% | 10 | 80% |
| Région | 142 100 | - | 0% | 3 | 50% |
| Total | 626 400 | 2 977 966 | 83% | 78 | 79% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Alpes de haute Provence (04):

Agglomération Luberon Verdon : programme de lutte contre les addictions.

Hautes Alpes (05):

Gap : Outil de prévention par les pairs à destination des mineurs confrontés à des problématiques d'addiction dans leur environnement familial.

Communauté de communes de Guillestrois et du Queyras : charte de partenariat avec les 2 supermarchés où se situe le collège, visant à rappeler l'interdiction de la vente d'alcool à des mineurs, les incitant à apposer une communication plus ciblée et plus visible dans les rayons d'alcool et à l'entrée de leur établissement ; d'autre part à dispenser une formation auprès des directeurs et les personnels de caisse de ces établissements ; et enfin organiser l'information des familles sur les dangers de l'alcool (action 2020 reportée en 2021).

Alpes-Maritimes (06):

Mouans Sartoux : programme de soutien aux familles et à la parentalité.

Var (83) :

Draguignan : réalisation d'un document support diffusé aux collèges permettant de rappeler la loi sur l'interdiction de vendre aux mineurs cigarettes/alcool/jeux d'argent ; sensibilisation par un professionnel des forces de police ; concours de dessin "création de la charte".

Vaucluse (84) :

Commune d'Avignon : « théâtre forum » auprès des élèves pour prévenir les conduites à risques.

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|----------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 262 700 | 30% |
| Prévention | | 101 845 | 39% |
| | Milieu scolaire | 8 345 | 8% |
| | Enseignement supérieur | 10 500 | 10% |
| | Milieu festif | 41 800 | 41% |
| | Milieu professionnel | 7 500 | 7% |
| | Addictions sans produit | 3 000 | 3% |
| | Autres | 30 700 | 30% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 30 255 | 12% |
| | Public sous-main de justice | 28 255 | 93% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | - | 0% |
| | Conduites dopantes et médicaments | 2 000 | 7% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | - | 0% |
| Populations vulnérables | | 118 200 | 45% |
| | Populations en errance | 58 700 | 50% |
| | Jeunes consommateurs | 26 000 | 22% |
| | Soutien à la parentalité | 2 000 | 2% |
| | Femmes | 7 500 | 6% |
| | Autres | 24 000 | 20% |
| Formation | | 2 000 | 2% |
| Etudes, diagnostics et communication | | 400 | 0% |
| Autres | | 10 000 | 4% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 613 406 | 70% |
| | ARS | 202 331 | 33% |
| | Cohésion sociale (DDCS) | 37 936 | 6% |
| | FIPD | 57 750 | 9% |
| | Politique de la ville | - | 0% |
| | PDASR | 1 010 | 0% |
| | Justice | - | 0% |
| | Etat (autres) | 33 399 | 5% |
| | Collectivités territoriales | 123 610 | 20% |
| | Associations | - | 0% |
| | Autres | 157 370 | 26% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 876 106 | 100% |

Crédits 2021 ventilés par départements et en nombre de projets

| Départements | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|------------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Loire-Atlantique | 61 200 | 133 038 | 68% | 21 | 95% |
| Maine-et-Loire | 54 500 | 183 212 | 77% | 7 | 71% |
| Mayenne | 44 500 | 49 908 | 53% | 11 | 91% |
| Sarthe | 50 155 | 178 665 | 78% | 10 | 60% |
| Vendée | 24 345 | 33 534 | 58% | 7 | 43% |
| Région | 28 000 | 35 049 | 56% | 8 | 13% |
| Total | 262700 | 613406 | 70% | 64 | 62% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Loire atlantique (44) :

Nantes: contrat de « sécurité intégrée » avec un volet de lutte contre les conduites addictives qui prévoit une charte d'engagement responsable avec les débitants de boissons, des contrôles et mesures administratives et judiciaires des établissements nocturnes source de trouble à l'ordre public; une sensibilisation des jeunes aux risques de la consommation de stupéfiants (risque sanitaire, pénal, routier).

Maine et Loire (49) :

Angers : action « Les Noxambules » pour prévenir et réduire les comportements à risques liés aux pratiques festives sur l'espace public, via la présence d'une équipe mobile dédiée (étudiants et professionnels) en soirée, à partir du jeudi soir.

Mayenne (53)

Mayenne communauté : programme « Les jeunes acteurs de leur santé à Mayenne communauté ».

Vendée (85) :

Ile d'Yeu : installation d'une salle dédiée à la prévention et à la réduction des risques au cœur du port ; développement des compétences psychosociales des jeunes ; mise en place d'un lieu d'écoute et de dialogue et proposer des outils de réduction des risques (document, éthylotest, matériel stérile) ; orientation des consommateurs vers les structures.

OUTRE-MER

Guadeloupe

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|----------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 95 000 | 39% |
| Prévention | | 60 500 | 64% |
| | Milieu scolaire | 24 500 | 40% |
| | Enseignement supérieur | - | 0% |
| | Milieu festif | - | 0% |
| | Milieu professionnel | - | 0% |
| | Addictions sans produit | - | 0% |
| | Autres | 36 000 | 60% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 34 500 | 36% |
| | Public sous-main de justice | 20 500 | 59% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | 11 000 | 32% |
| | Conduites dopantes et médicaments | 3 000 | 9% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | - | 0% |
| Populations vulnérables | | - | 0% |
| | Populations en errance | - | |
| | Jeunes consommateurs | - | |
| | Soutien à la parentalité | - | |
| | Femmes | - | |
| | Autres | - | |
| Formation | | - | 0% |
| Etudes, diagnostics et communication | | - | 0% |
| Autres | | - | 0% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 147 696 | 61% |
| ARS | | 147 696 | 100% |
| Cohésion sociale (DDCS) | | - | 0% |
| FIPD | | - | 0% |
| Politique de la ville | | - | 0% |
| PDASR | | - | 0% |
| Justice | | - | 0% |
| Etat (autres) | | - | 0% |
| Collectivités territoriales | | - | 0% |
| Associations | | - | 0% |
| Autres | | - | 0% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 242 696 | 100% |

Crédits 2021 ventilés en nombre de projets

| | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Guadeloupe | 95 000 | 147 696 | 61% | 15 | 27% |

Les démarches concertées entre les chefs de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Zoom sur

Le Lamentin, lauréat de l'appel à projets national de la MILDECA 2021.

Projet « Ensemble, continuons d'aider nos enfants à grandir dans un environnement sain et protecteur dans la commune de Lamentin 2022/2025. »

Le projet a pour objectif de :

1. Développer les compétences psychosociales des élèves des classes de maternelle au CM2 et de renforcer celles des adultes ;
2. Sensibiliser à la citoyenneté, du CM1 au lycée (expositions « Moi, jeune citoyen » et « 13-18 ans, questions de justice » ;
3. Soutenir la fonction parentale (café des parents pour des temps d'échange entre parents et professionnels) ;
4. Prévenir les comportements à risques (sensibiliser aux actions et préserver la santé mentale).

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|---------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 90 000 | 100% |
| Prévention | | 66 000 | 73% |
| | Milieu scolaire | - | 0% |
| | Enseignement supérieur | - | 0% |
| | Milieu festif | 10 000 | 15% |
| | Milieu professionnel | - | 0% |
| | Addictions sans produit | - | 0% |
| | Autres | 56 000 | 85% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | - | 0% |
| | Public sous-main de justice | - | |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | - | |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | |
| | Tabac et boissons alcoolisées | - | |
| Populations vulnérables | | 14 000 | 16% |
| | Populations en errance | - | 0% |
| | Jeunes consommateurs | - | 0% |
| | Soutien à la parentalité | - | 0% |
| | Femmes | 14 000 | 100% |
| | Autres | - | 0% |
| Formation | | 10 000 | 11% |
| Etudes, diagnostics et communication | | - | 0% |
| Autres | | - | 0% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | - | 0% |
| ARS | | - | |
| Cohésion sociale (DDCS) | | - | |
| FIPD | | - | |
| Politique de la ville | | - | |
| PDASR | | - | |
| Justice | | - | |
| Etat (autres) | | - | |
| Collectivités territoriales | | - | |
| Associations | | - | |
| Autres | | - | |
| FINANCEMENT TOTAL | | 90 000 | 100% |

Crédits 2021 ventilés en nombre de projets

| | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|--------|--------------------|----------------|----|---------|-------------------------|
| | € | € | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Guyane | 90 000 | - | 0% | 7 | 71% |

La Réunion

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|----------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 160 000 | 100% |
| Prévention | | 41 000 | 26% |
| | Milieu scolaire | 31 000 | 76% |
| | Enseignement supérieur | - | 0% |
| | Milieu festif | - | 0% |
| | Milieu professionnel | - | 0% |
| | Addictions sans produit | - | 0% |
| | Autres | 10 000 | 24% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 40 000 | 25% |
| | Public sous-main de justice | - | 0% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | - | 0% |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | 40 000 | 100% |
| Populations vulnérables | | 9 000 | 6% |
| | Populations en errance | 5 000 | 56% |
| | Jeunes consommateurs | - | 0% |
| | Soutien à la parentalité | - | 0% |
| | Femmes | 4 000 | 44% |
| | Autres | - | 0% |
| Formation | | - | 0% |
| Etudes, diagnostics et communication | | - | 0% |
| Autres | | 70 000 | 44% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | - | 0% |
| | ARS | - | |
| | Cohésion sociale (DDCS) | - | |
| | FIPD | - | |
| | Politique de la ville | - | |
| | PDASR | - | |
| | Justice | - | |
| | Etat (autres) | - | |
| | Collectivités territoriales | - | |
| | Associations | - | |
| | Autres | - | |
| FINANCEMENT TOTAL | | 160 000 | 100% |

Crédits 2021 ventilés en nombre de projets

| | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|------------|-----------------|----------------|----|---------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| La Réunion | 160 000 | - | 0% | 11 | 45% |

Martinique

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|----------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 90 000 | 14% |
| Prévention | | 8 969 | 10% |
| | Milieu scolaire | 3 969 | 44% |
| | Enseignement supérieur | - | 0% |
| | Milieu festif | - | 0% |
| | Milieu professionnel | 5 000 | 56% |
| | Addictions sans produit | - | 0% |
| | Autres | - | 0% |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | 750 | 1% |
| | Public sous-main de justice | 750 | 100% |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | - | 0% |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | 0% |
| | Tabac et boissons alcoolisées | - | 0% |
| Populations vulnérables | | 56 921 | 63% |
| | Populations en errance | 16 921 | 30% |
| | Jeunes consommateurs | - | 0% |
| | Soutien à la parentalité | - | 0% |
| | Femmes | 4 000 | 7% |
| | Autres | 36 000 | 63% |
| Formation | | - | 0% |
| Etudes, diagnostics et communication | | - | 0% |
| Autres | | 23 360 | 26% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | 567 711 | 86% |
| ARS | | 361 803 | 64% |
| Cohésion sociale (DDCS) | | - | 0% |
| FIPD | | 3 380 | 1% |
| Politique de la ville | | 3 500 | 1% |
| PDASR | | - | 0% |
| Justice | | - | 0% |
| Etat (autres) | | - | 0% |
| Collectivités territoriales | | 187 839 | 33% |
| Associations | | - | 0% |
| Autres | | 11 189 | 2% |
| FINANCEMENT TOTAL | | 657 711 | 100% |

Crédits 2021 ventilés en nombre de projets

| | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|------------|-----------------|----------------|-----|---------|----------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Martinique | 90 000 | 567 711 | 86% | 12 | 50% |

Les démarches concertées entre le chef de projets MILDECA et les collectivités territoriales en 2021

Fort de France : poursuite du projet « prévenir ensemble à l'échelle d'un territoire les comportements à risques des jeunes liés aux substances psycho actives dans la commune de Fort de France 2019-2021 » lauréat de l'appel à projet MILDECA national 2019.

CCAS du Francois : actions de prévention sur les dangers des substances psycho actives auprès de l'ensemble des classes de CM1/CM2 des 10 écoles primaires du territoire avec l'utilisation du Kit "Hors-Jeu".

Lamentin : projet « l'addiction vue par les jeunes » qui consiste en la création d'affiches comme supports de prévention. La portée du message sera facilitée par un accompagnement des jeunes scolaires par des personnalités reconnues du territoire.

Mayotte

Crédits 2021 ventilés par thème et part des cofinancements

| | | Euros | % |
|---|--------------------------------------|---------------|-------------|
| DOTATION MILDECA | (type d'actions) | 50 000 | 100% |
| Prévention | | 50 000 | 100% |
| | Milieu scolaire | - | |
| | Enseignement supérieur | - | |
| | Milieu festif | - | |
| | Milieu professionnel | - | |
| | Addictions sans produit | 50 000 | 100% |
| | Autres | - | |
| Sécurité, tranquillité publique et loi | | - | 0% |
| | Public sous-main de justice | - | |
| | Délinquance et entrée dans le trafic | - | |
| | Conduites dopantes et médicaments | - | |
| | Tabac et boissons alcoolisées | - | |
| Populations vulnérables | | - | 0% |
| | Populations en errance | - | |
| | Jeunes consommateurs | - | |
| | Soutien à la parentalité | - | |
| | Femmes | - | |
| | Autres | - | |
| Formation | | - | 0% |
| Etudes, diagnostics et communication | | - | 0% |
| Autres | | - | 0% |
| CREDITS ADDITIONNELS | (cofinancement des actions) | - | 0% |
| ARS | | - | |
| Cohésion sociale (DDCS) | | - | |
| FIPD | | - | |
| Politique de la ville | | - | |
| PDASR | | - | |
| Justice | | - | |
| Etat (autres) | | - | |
| Collectivités territoriales | | - | |
| Associations | | - | |
| Autres | | - | |
| FINANCEMENT TOTAL | | 50 000 | 100% |

Crédits 2021 ventilés en nombre de projets

| | Crédits MILDECA | Cofinancements | | Projets | |
|---------|--------------------|----------------|----|---------|-------------------------|
| | € | €uros | % | Nombre | Taux de reconduction |
| Mayotte | 50 000 | - | 0% | 1 | 0% |

Les démarches concertées entre chef de projets MILDECA et collectivités territoriales en 2021

Communauté de commune de Petite terre : dispositif TAPAJ.

ANNEXES



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

Le Président

Affaire suivie par :
Virginie LEHEUZEY,
Chargée de mission Territoires
☎ 01 42 75 69 57
virginie.leheuzey@pm.gouv.fr

Paris, le 1^{er} décembre 2020

Mesdames et Messieurs les Préfets de région et de département

Mesdames et Messieurs les chefs de projets MILDECA

L'année 2020 a été marquée par un contexte sanitaire, social et économique particulièrement difficile. Si les conséquences immédiates des périodes de confinement sur les usages de substances psychoactives sont contrastées¹, il est probable que, pour une partie de la population, l'aggravation des consommations et comportements à risque perdure, en particulier en raison de la dégradation de l'état de santé mentale liée aux effets combinés de la crise sanitaire et de ses impacts économiques et sociaux à court et moyen termes.

Aussi la prévention et la prise en charge des conduites addictives restent-elles un enjeu majeur pour la santé et la sécurité des populations, alors que le tabac et l'alcool sont responsables chaque année respectivement de 75000 et 41000 décès. Les allègements progressifs des restrictions liées à la COVID 19 pourront constituer autant d'opportunités pour accentuer en 2021 les efforts en matière de prévention des conduites addictives (accompagnement de la vie festive, encadrement de la vente d'alcool, interventions en milieu scolaire, prévention de l'usage problématique des écrans).

Par ailleurs, la lutte contre le trafic de stupéfiants reste une priorité. La mise en œuvre des 55 mesures du plan national de lutte contre les stupéfiants, adopté en septembre 2019 et coordonné par l'OFAST se poursuit. En particulier, outre la généralisation de l'amende forfaitaire délictuelle pour usage de stupéfiants, le déploiement, dans chaque département, des cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants

¹ En effet, d'après les premiers éléments d'observation de l'OFDT, un quart des fumeurs auraient augmenté leur consommation dans cette période ; un usager sur 10 sa consommation d'alcool ; et la part des usagers quotidiens de cannabis a augmenté de 11 points (passant de 20 à 31%). Le confinement a par ailleurs suscité l'essor de certains jeux d'argent et de hasard comme le poker en ligne.

(CROSS), rassemblant les forces de police, de gendarmerie et de douane, devrait être achevé d'ici la fin de l'année.

La présente circulaire a pour objet de préciser les attendus en 2021 en termes de pilotage et de mise en œuvre des objectifs des feuilles de route régionales élaborées en 2019 venant en déclinaison du plan national de mobilisation contre les addictions ; de présenter les évolutions touchant à vos leviers d'actions ; et enfin les règles d'usage des crédits issus de la dotation qui vous est ainsi notifiée.

- **POUR SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE DE LA FEUILLE DE ROUTE REGIONALE ET EN FAIRE LE BILAN**

- **Le rôle du chef de projet régional et départemental**

En 2019, il vous a été demandé de concevoir une feuille de route régionale, cadre stratégique visant à décliner les orientations du plan national de lutte contre les addictions 2018-2022, en tenant compte des spécificités locales et aux particularités du territoire. 2020 a été la première année de mise en œuvre de celle-ci.

En tant que chef de projet régional, il vous appartient, en 2021, de veiller à la mise en œuvre opérationnelle par les préfetures de département des objectifs de la feuille de route régionale, à la qualité du partage d'informations sur les actions entreprises au sein de la région ainsi qu'à l'animation du collectif interministériel autour des sujets relatifs à la lutte contre les conduites addictives. Dans le cadre de l'organisation que vous avez retenu pour le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route, des points d'étape et de bilan doivent être réalisés au moins une fois par an.

En tant que chef de projet départemental, il vous appartient, en 2021 de mettre en œuvre opérationnellement la feuille de route régionale, dans ses aspects relatifs à la prévention et à la prise en charge des conduites addictives mais également en utilisant les leviers à votre main relatifs à l'ordre, à la tranquillité et à la sécurité publiques.

Il s'agit au niveau des territoires de rendre effectif le passage d'un travail encore parfois limité à l'affectation des crédits MILDECA à la mise en œuvre d'une **politique transversale de lutte contre les conduites addictives**, grâce à une coordination renforcée de l'action des services de l'Etat et de leurs partenaires. La tenue de comités de pilotage plusieurs fois par an est souhaitée et l'organisation de groupes de travail sur des sujets précis est possible.

Au terme du plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022, il vous appartiendra de présenter un bilan des actions mises en œuvre en application de votre feuille de route régionale qui nourrira le bilan national.

- **L'articulation avec les crédits du Fonds addictions pilotés par les ARS**

Le Fonds de lutte contre les addictions, piloté par l'Assurance maladie, le ministère des Solidarités et de la Santé et la MILDECA, renforce la capacité d'action des agences régionales de santé contre toutes les addictions liées aux substances psychoactives. Dans la déclinaison opérationnelle des objectifs de la feuille de route, il est important d'en tenir compte.

En fonction du contexte local, la ligne de partage et les conditions matérielles d'un pilotage concerté entre la préfecture et l'ARS pourront être arrêtées au niveau régional ou départemental. A minima, afin d'éviter des doubles financements non coordonnés, les préfetures sont invitées à prendre connaissance des orientations arrêtées par l'ARS (la plupart d'entre elles ont lancé des appels à projet à l'automne 2020) et de s'associer à leur mise en œuvre. Les ARS sont invitées de leur côté par instruction du ministère des Solidarités et de la Santé à s'assurer de ce dialogue régulier et à visée opérationnelle.

- **L'articulation avec les crédits du FIPDR et du PDASR**

La MILDECA assure une coordination étroite avec la Délégation interministérielle à la sécurité routière et le secrétariat général du comité interministériel de la prévention de la délinquance, afin d'organiser la cohérence et la complémentarité des orientations qui vous sont transmises.

Le financement de projets simultanément par des crédits MILDECA et des crédits du FIPD est possible. Afin d'assurer la cohérence, l'instruction simultanée des projets entre les chefs de projet MILDECA et les référents chargés de la prévention de la délinquance au sein de la préfecture peut être organisée.

Il en est de même avec les crédits du Plan départemental d'action de sécurité routière, sans toutefois en changer la nature.

1.4. La coordination des dispositifs concourant à des objectifs communs

1.4.1. Travail alternatif payé à la journée (TAPAJ)

Le dispositif TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée), a fait l'objet d'une convention nationale multipartite qui organise son développement principalement de la mise en œuvre du plan pauvreté. La MILDECA reste partie prenante du dispositif, notamment via le maintien d'un concours financier à l'association TAPAJ France.

En tant que chef de projet MILDECA, je vous **invite à vous associer aux instances de pilotage locales** qui seront mises en place et à veiller à ce que TAPAJ continue à bénéficier à des jeunes en situation de grande précarité sociale et à concourir à la prévention des comportements à risque liés aux substances psychoactives et à la réduction des risques.

1.4.2. Stratégie d'intervention précoce dans les EPIDE

La MILDECA est engagée depuis 2018 dans un partenariat avec l'Etablissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE), chargé d'accueillir des jeunes adultes en situation de décrochage et de les accompagner dans un projet d'insertion sociale et professionnelle. Dans ce cadre, a été menée dans quatre établissements (Bourges, Bordeaux, Combrée, Lyon-Meyzieu) l'expérimentation d'un programme de prévention des conduites addictives et d'intervention précoce, dite stratégie d'intervention précoce (SIP), dont Fédération Addiction a été l'opérateur. Un guide des actions éducatives à mettre en place a été élaboré dans la perspective d'un déploiement à l'ensemble des 19 établissements de l'EPIDE, implantés dans les différentes régions.

En tant que chef de projet MILDECA, vous êtes appelé à venir en appui, le cas échéant financier, de la mise en œuvre de ces actions qui concourent à la réussite des parcours d'insertion de jeunes souvent en grande difficulté.

1.4.3. Autres dispositifs

Votre soutien est susceptible d'être sollicité pour d'autres dispositifs locaux concourant à la prévention de conduites addictives qui relèvent d'un pilotage national (actions en faveur des personnes placées sous main de justice, dispositif « un chez soi d'abord », déclinaison locale de projets associatifs nationaux financés par le Fonds addictions, convention de partenariat Etat / Fédération nationale des écoles des parents sur la parentalité numérique...). Dans cette hypothèse, vous pouvez prendre l'attache des chargés de mission de la MILDECA qui sont vos référents territoriaux, afin d'obtenir un éclairage sur la pertinence de la demande.

1.5. Le déploiement d'une prévention efficace au sein des établissements scolaires

Dans le prolongement des orientations des circulaires pour 2019 et 2020, l'enjeu prioritaire est de déployer **des programmes validés de renforcement des compétences psycho-sociales (CPS)**, au bénéfice des enfants et, si possible, des parents. De nombreux projets sont conduits en région, en particulier avec le soutien financier du Fonds addictions, pour mettre en œuvre, dans le premier et le second degré, des programmes de prévention par le développement des compétences psycho-sociales, tels que GBG, Primavera, Unplugged, Alliance ou En santé à l'école. Un nombre croissant de projets prévoit un transfert de compétences accéléré vers les enseignants, en particulier par l'intégration des acquis pédagogiques dans les plans académiques de formation. En parallèle, au niveau national, en s'appuyant sur les acquis de ces programmes, le Conseil

scientifique de l'Education nationale a engagé des travaux, auxquels participe la MILDECA, pour faire évoluer les pratiques pédagogiques en vue du développement des CPS.

Vous trouverez en annexe la liste, par région, des programmes de renforcement des compétences psychosociales, connus des services centraux. Dans l'hypothèse où vous ne seriez pas encore associé aux démarches engagées dans votre région, je vous invite à vous rapprocher de l'ARS et du rectorat.

En parallèle, il convient de poursuivre la mise en cohérence des interventions en milieu scolaire, en vous assurant que celles qui vous sont proposées s'inscrivent dans des projets éducatifs élaborés notamment dans le cadre des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) constitués au niveau des établissements, des départements et des académies.

Enfin, les actions visant le renforcement des compétences psycho-sociales peuvent aussi être engagées avec votre soutien dans d'autres milieux de vie de l'enfant, à condition d'être adossées à des programmes dont l'efficacité est avérée ou d'être assorties d'un dispositif d'évaluation.

Les effets de la crise sanitaire liée à la Covid 19 sur les enfants, en particulier en matière de santé physique et psychique et d'apprentissages, sont encore peu documentés. Dans la mesure où, au-delà de la prévention des conduites addictives, le renforcement des compétences psychosociales concourt au bien être des élèves et à leur réussite scolaire, il apparaît particulièrement opportun de relancer le déploiement de ces programmes en milieu scolaire dès le début de l'année 2021, en partenariat avec le rectorat et l'ARS.

1.6. La mobilisation de la police administrative au profit de la prévention des conduites addictives

Dans le cadre de la lutte contre la Covid 19, les nombreuses mesures qui ont été prises concernant les débits de boissons, sous forme de période de fermeture ou de restrictions quant aux horaires et modalités de vente de boissons alcoolisées, vous ont conduit à entretenir tout au long de l'année un dialogue régulier avec les représentants des débits de boissons à consommer sur place (cafés, bars, restaurants) et à emporter (enseignes de la grande distribution, épiceries). A l'occasion de l'allègement progressif des restrictions, nous vous invitons à maintenir les instances de dialogues et de concertation, dans la perspective d'une régulation concertée de la vente d'alcool, cette fois à des fins de santé et de sécurité publiques.

Par ailleurs, la proposition de loi relative à la sécurité globale prévoit une expérimentation visant à accroître les compétences des polices municipales, dont certaines concernent la consommation et la vente d'alcool. Dès l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives (début de l'année 2021), vous serez informés du détail de ces nouvelles dispositions par le ministère de l'Intérieur, via les canaux d'information habituels.

Les instances de dialogue avec les débitants peuvent en particulier constituer le cadre idoine pour accentuer les efforts visant à faire respecter l'interdiction de vente aux mineurs de l'alcool, du tabac, des produits de vapotage et de jeux d'argent et de hasard. Il peut être rappelé aux enseignes de la grande distribution leur engagement « Pour une offre plus responsable d'alcool » signé en 2019. Il leur appartient en particulier, en application de cette charte, d'utiliser en magasin et sur internet la signalétique rappelant l'interdit de vente d'alcool aux mineurs et informant le grand public sur les nouveaux repères de consommation d'alcool à moindre risque. Cette signalétique prend la forme d'une charte graphique (élaborée par Santé publique France et validée par l'ensemble des représentants des enseignes) associée à différents formats réunis au sein d'un kit complet de communication, jalonnant le parcours client tant en magasin que sur le web.

Cet engagement des débitants doit être assorti de contrôles réalisés par les forces de l'ordre. Ceux-ci pourront le cas échéant être médiatisés, afin d'en accroître l'effet dissuasif et de contribuer à la prise de conscience de la population des risques liés à ces pratiques de vente aux mineurs.

1.7. Le développement et l'approfondissement des partenariats avec les collectivités locales

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et groupements de communes, sont des relais essentiels de la lutte contre les conduites addictives, de par leur proximité avec les citoyens.

Certaines préfetures travaillent étroitement avec les collectivités au sein des CLSPD, des contrats locaux de santé (CLS) ou dans le cadre d'actions plus ponctuelles. Les bilans 2018 et 2019 de l'action territoriale de la MILDECA recensent celles portées à notre connaissance.

Je vous invite à poursuivre et à étendre ces collaborations. Pour vous appuyer dans ces démarches, le « Guide du maire face aux conduites addictives » élaboré en collaboration avec l'AMF en 2019 est à votre disposition et disponible en ligne (www.drogues.gouv.fr). Il fera l'objet d'une mise à jour au cours de l'année 2021.

Certaines préfetures accompagnent les collectivités bénéficiant de l'appui financier de la MILDECA au niveau national suite aux appels à projets visant à « Prévenir ensemble à l'échelle d'un territoire les comportements à risque des jeunes liés aux substances psychoactives » de 2018 et 2019.

Au début de l'année 2021, la MILDECA au niveau national va lancer un nouvel appel à projet à destination des collectivités locales. L'objectif sera notamment d'apporter un soutien aux projets des collectivités visant à **la prévention et à la réduction des comportements à risques que sont les conduites addictives et le trafic de stupéfiants**.

En tant que chefs de projets MILDECA, vous serez invités à diffuser largement le cahier des charges qui vous sera transmis et à appuyer techniquement les collectivités qui en auraient besoin, dans l'élaboration de leur dossier. Vous serez également sollicités pour avis sur les dossiers que nous aurons pré-sélectionnés. Seuls les projets permettant une prise de conscience globale de ces comportements à risques et impliquant fortement les élus seront retenus.

1.8. Le déploiement des campagnes d'information auprès du public

Santé publique France conduit chaque année des campagnes de marketing social de grande envergure, telles que Mois sans tabac, les campagnes relatives aux repères de consommation d'alcool à moindre risque et le dispositif sur les polyconsommations des jeunes, « Amis aussi la nuit ». Par ailleurs en 2020, la MILDECA a déployé plusieurs campagnes de communication digitale (protoxyde d'azote en juin 2020, cannabis en septembre 2020, réduction des risques en période de confinement et dé-confinement en avril - mai et en novembre 2020).

Vous avez été invités, par le biais de la « Lettre Territoires : nouvelles du réseau », dont vous êtes destinataires, à relayer ces campagnes via les canaux de communication de la préfecture. Ces supports peuvent vous être également utiles, en réponse à des sollicitations de partenaires locaux.

La MILDECA poursuivra en 2021 l'élaboration de supports de communication correspondant à des sujets d'actualité et à des priorités des pouvoirs publics. Il apparaît en particulier important d'informer la population des risques liés à l'usage de cannabis et de cocaïne, compte tenu de la banalisation et à la diffusion de ces produits dans la société (à des échelles différentes) ; une attention particulière sera aussi accordée à la reprise de la vie festive et aux consommations de MDMA qui y sont associées.

Il vous appartient de vous assurer auprès des services de la préfecture en charge de la communication que ces campagnes d'information puissent être relayées sur votre territoire de façon appropriée.

- **LES RESSOURCES A LA DISPOSITION DES CHEFS DE PROJETS**

2.1. L'utilisation des crédits et l'éligibilité des projets

Les montants délégués aux préfetures pour 2021 s'élèvent à **8,6 millions d'euros**.
La répartition régionale et les règles d'utilisation des crédits sont présentées en annexe.

Le lancement d'appels à projets, au niveau départemental et/ou régional, se fera sur cette base.

Afin d'aider les départements où les opérateurs et projets sont les moins présents, je vous rappelle que les enveloppes et appels à projets régionaux peuvent servir à négocier avec un partenaire une meilleure couverture territoriale des interventions.

Afin de simplifier l'exercice d'instruction, la mise en place d'une procédure dématérialisée « démarches simplifiées » est possible.

2.2. Les ressources d'appui

Afin d'être accompagné dans votre rôle de chef de projets régional et départemental, vous pouvez solliciter l'appui des chargés de mission référents par territoires de la MILDECA (liste en annexe).

Le contexte sanitaire a rendu difficile les déplacements en région. Cette situation pourrait encore perdurer quelques mois. Le Président et la Déléguée de la MILDECA seront amenés à proposer des échanges réguliers en visio- ou audio conférences avec les Préfets et les chefs de projets, afin de faire le point sur l'avancée des actions et projets, et vous apporter le cas échéant, l'appui qui vous serait nécessaire.

De la même façon, je vous remercie de faciliter les échanges entre les chargés de mission référents par territoire de la MILDECA et vos équipes.

Par ailleurs, je vous invite à prendre connaissance des instructions, des actualités et des ressources utiles en matière de lutte contre les addictions qui vous sont diffusées tout au long de l'année par mail, dans la « Lettre territoires : nouvelles du réseau ».

Un ensemble de ressources documentaires est également disponible sur le site www.drogues.gouv.fr.

CALENDRIER

| Echéances | Etapes |
|-----------------|--|
| Janvier 2021 | Point d'étape sur le déploiement de la feuille de route régionale Ventilation des crédits par département |
| | Définition des objectifs opérationnels départementaux pour la mise en œuvre de la feuille de route |
| Février 2021 | Lancement des appels à projets |
| Avril-juin 2021 | Instruction des appels à projet |
| Juillet 2021 | Transmission des rapport d'activité 2020 |
| Novembre 2021 | Livraison du bilan d'activité 2020 du réseau territorial de la MILDECA |

Je vous remercie de bien vouloir me tenir informé des difficultés éventuelles concernant l'application de cette circulaire et vous assure, Mesdames et Messieurs les Préfets de région et de département, Mesdames et Messieurs les chefs de projets MILDECA, de mon soutien total dans la mise en œuvre de votre action au bénéfice de la lutte contre les drogues et les conduites addictives.



Nicolas PRISSE

ANNEXE 2
DOTATION 2021

| | Dotation 2021 (euros) |
|---|----------------------------------|
| Auvergne Rhône Alpes | 920 000 |
| Bourgogne Franche Comté | 405 000 |
| Bretagne | 403 000 |
| Centre Val de Loire | 322 000 |
| Corse | 86 000 |
| Grand Est | 776 000 |
| Ile de France | 1 512 200 |
| Hauts de France | 745 000 |
| Nouvelle Aquitaine | 746 000 |
| Normandie | 415 000 |
| Occitanie | 732 500 |
| Pays de la Loire | 425 000 |
| Provence Alpes Côte d'Azur | 630 900 |
| Régions d'outre-mer | |
| Guadeloupe Dont 15 000 euros pour Saint Martin | 110 000 |
| Guyane | 90 000 |
| La Réunion | 160 000 |
| Mayotte | 50 000 |
| Martinique | 90 000 |
| Total | 8 618 600 |

Annexe 2 Questionnaire

PARTIE 1 : L'action dans les territoires en 2021

Questionnaire pour le chef de projet régional

Région : à compléter

1. Le pilotage de l'action MILDECA à l'échelle de la région en 2021

Des comités de pilotage (COPIL) sur les sujets MILDECA ont-ils eu lieu en 2021 au niveau régional ?

- Composition des COPIL :
- A quelles dates ont-ils eu lieu ?

2. L'emploi des crédits délégués pour 2021

Dotation régionale globale : €

Répartition

| | | |
|---------------|------------|---|
| Département : | Dotation : | € |
| Département : | Dotation : | € |
| Département : | Dotation : | € |
| Département : | Dotation : | € |
| Département : | Dotation : | € |
| Département : | Dotation : | € |

Si une enveloppe a été réservée au niveau régional, montant : €

(Dans ce cas, merci de présenter les projets financés sur l'enveloppe régionale dans un fichier Excel distinct et selon le modèle fourni.)

3. Un fait marquant en 2021 ?

(Un phénomène émergent, un nouveau sujet relayé par les acteurs du territoire ou les médias, un nouveau partenariat...)

Partie 2 : L'action dans les territoires en 2021

Questionnaire pour le chef de projet départemental

Département : à compléter

- **Le pilotage de l'action MILDECA à l'échelle du département en 2021**

Des comités de pilotage (COFIL) MILDECA ont-ils eu lieu au niveau départemental en 2021 ?

2. Composition des COFIL :

3. A quelles dates ont-ils eu lieu ?

4. Qui prend l'initiative d'organiser le COFIL départemental (le cabinet du préfet /un autre service de la préfecture /la DDCS /un autre service) ?

- **En 2021 avez-vous travaillé spécifiquement avec certaines collectivités territoriales** (autour d'un projet ou d'une thématique liée à la lutte contre les drogues et les conduites addictives) ? Lesquelles ?
- En 2021, avez-vous **diligenté des contrôles** pour faire respecter les interdictions de vente aux mineurs (en matière de tabac, de produits de vapotage, d'alcool, de protoxyde d'azote, de jeux d'argent et de hasard) ?
- En 2021, avez-vous conduit ou accompagné des **actions de prévention et de réduction des risques en milieu festif** ? Lesquelles ?
- En 2021, avez-vous conduit ou accompagné des actions de prévention en milieu **professionnel** ? Lesquelles ?
- **Un fait marquant en 2021** (un phénomène émergent, un nouveau sujet relayé par les acteurs du territoire ou les médias, un nouveau partenariat...) ?
- **Appels à projets sur fonds MILDECA**
 - A quels axes de la feuille de route régionale, l'appel à projet départemental 2021 a-t-il répondu ?
 - Votre appel à projet MILDECA 2021 était-il mutualisé avec un autre appel à projet ? Si oui, lequel ?
 - Une plateforme de dépôt des dossiers par voie électronique a-t-elle été utilisée ?
 - Si oui laquelle (KEEO, démarches simplifiées, plateforme projet ARS/OR2s, autre...) ?
 - Montant de la dotation départementale reçue : €
 - Les actions financées : **Tableau Excel à compléter.**
- **Quelles actions financées en 2019 ou 2020 par les crédits MILDECA ont fait l'objet d'une évaluation** (par vos services ou un autre service type ARS...) ?

Partie 3. Bilan du plan national de lutte contre les addictions 2018-2022

Questionnaire pour tous les chefs de projet

Comme l'annonçait l'instruction MILDECA du 3 décembre 2021, 2022 étant la dernière année de mise en œuvre du Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022, ce questionnaire est l'occasion de faire un premier bilan et nourrir les orientations à venir pour 2023 et les années suivantes.

Vous êtes invités à répondre en quelques lignes aux questions suivantes.

Vous pouvez également, si vous le souhaitez, nous faire parvenir une contribution complémentaire, ou solliciter un entretien téléphonique (contact : Virginie Leheuzey, chargée de mission Territoires, virginie.leheuzey@pm.gouv.fr ou 06 43 64 69 76).

- La rédaction d'une feuille de route régionale a-t-elle facilité la conduite de la politique interministérielle de lutte contre les addictions sur la période 2018-2022 au niveau local ? si ce n'est pas le cas, pourquoi ?
- A votre sens, les préfetures disposent-elles des leviers adaptés pour mettre en œuvre la politique de lutte contre les drogues et les conduites addictives ? Quels outils complémentaires pourraient être utiles ?
- Depuis 2019 l'élargissement du champ du Fonds de lutte contre les addictions à toutes les substances (et plus seulement au tabac), a-t-il doté les ARS de nouvelles capacités d'intervention. Avez-vous perçu cette évolution dans vos travaux avec l'ARS ?
- L'implication des collectivités locales dans la prévention et la lutte contre les addictions vous semble-t-elle avoir évolué ces dernières années ?
- Quelles seraient vos préconisations pour les années à venir ?

MILDECA

Mission interministérielle de lutte contre les
drogues et les conduites addictives

Retrouvez-nous sur



@MILDECAgouv et drogues.gouv.fr



Les services du Premier ministre
sont labellisés Diversité-Égalité !